

Burundi : selon la société civile, la crise s'aggrave

@rib News, 19/01/2021 – Source AFP Le Forsc, principale plateforme de la société civile au Burundi, lance l'alerte dans son rapport daté de décembre 2020 : la criminalité est « galopante », l'insécurité est aggravée par la haine », la pauvreté « s'installe » dans les ménages, tandis que les entreprises publiques sont en faillite et une gestion « calamiteuse et frauduleuse ».

Le rapport dénonce le trafic d'êtres humains « principalement l'envoi de femmes dans les pays du Golfe comme domestiques » qui « enrichit des personnalités influentes du parti au pouvoir », le CNDD-FDD. Messages de haine dénoncent aussi les patrouilles nocturnes de la milice du CNDD-FDD, les Imbonerakure : ceux-ci en profitent pour commettre des crimes, tandis que la population doit « s'incliner face aux pulsions des patrouilleurs ». Il dénonce également les « messages de haine » contre les Tutsis et contre les opposants politiques. Ainsi, en province de Bujumbura, des réunions ont été organisées par des responsables administratifs et/ou des dirigeants locaux du CNDD-FDD les 11, 18, 23 et 29 décembre 2020, à Mutimbuzi, Nyabiraba, Mubimbi et Kabezi. Dans la province de Kirundo, un agent de renseignement de la province et le député Remy Bigerumusase ont accusé d'« ex-réfugiés burundais au rapatriés, d'être des militaires formés au Rwanda » qui veulent « détruire » le pays. La pauvreté s'accompagne de ferments de violence dans un pays où la pauvreté, déjà importante, s'accroît encore. Le rapport dénonce ainsi des autorités locales qui exigent de la population des contributions financières non prévues pour construire officiellement « un stade » et « un campus » à Cankuzo, ou des bâtiments administratifs en province de Rumonge. Dans les deux cas, rien ne se construit et aucun compte n'est rendu de l'utilisation de l'argent. Les travailleurs du privé « qui sont obligés, pour travailler, d'adhérer au Collectif des associations de motards et taximen, proche du CNDD-FDD et créés en 2020 » doivent payer à cette organisation une somme de frais et cotisations (sous peine de saisie de leur outil de travail), supposés servir à venir en aide aux accidentés, mais ne reçoivent « aucun appui » en cas d'accident. Ailleurs, c'est l'Etat qui ne paie pas ce qu'il doit : des agents recenseurs de chômeurs, recrutés pour 6 jours de septembre n'étaient toujours pas payés fin décembre. Au ministère de la Santé s'évaporent, depuis un an, les finances par l'Onu « destinées au personnel de surveillance des épidémies, en occurrence le Covid-19. Gestion « calamiteuse » des entreprises publiques Plus grave : deux entreprises publiques, la Regideso (eau) et Onatel (télécommunications), sont en faillite. Le 30 décembre, le président Evariste Ndayishimiye en a rendu responsables les travailleurs et les syndicats. Le personnel y voit plutôt la responsabilité du gouvernement, qui préfère nommer des chefs proches du CNDD-FDD plutôt que compromettre ; qui ne paie pas les dettes de l'Etat envers ces compagnies publiques qui signe des contrats en faveur des entreprises publiques et au bénéfice de sociétés privées ; qui laisse les employés autoriser des raccordements frauduleux au détriment des abonnés. Aujourd'hui, il n'y a plus d'eau depuis 5 mois à Nyanza-Lac et on en manque à Gisozi. Chez Onatel, les salaires ne sont plus payés depuis octobre. En conclusion, le Forsc plaide pour « l'assainissement du contexte politique » et la répression des crimes et délits, l'impunité « empêchant le développement ». La société civile recommande au gouvernement de mettre fin aux patrouilles des Imbonerakure, de combattre les discours de la haine ; de mettre fin aux rackets et contributions forcées.